

Brochure n° 3383 | Convention collective

IDCC : 3219 | **BRANCHE DES SALARIÉS EN PORTAGE SALARIAL**

Accord du 18 février 2020

relatif à l'agenda social

NOR : ASET2050589M

IDCC : 3219

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

PEPS,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CGT ;

FO ;

CFTC ;

CFE-CGC ;

F3C CFDT,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Conformément à l'article L. 2241-4 du code du travail, les organisations signataires du présent accord décident d'adapter les obligations de négociation telles que prévue de façon supplétive par l'article L. 2241-1 du code du travail.

Article 1^{er} | Champ d'application

Le présent accord s'applique aux négociations se déroulant entre les représentants des salariés portés et les représentants des entreprises de portage salarial au sein de la branche des salariés en portage salarial.

Compte tenu de la nature de l'accord, il n'y a pas de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 2 | Thèmes et périodicité des négociations

En application des dispositions des articles L. 2241-1 et L. 2241-5 du code du travail et compte tenu des spécificités de l'activité portage salarial, les organisations signataires conviennent des périodicités des négociations suivantes.

Thème des négociations	Périodicité
Salaires	Annuelle
Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	Tous les 2 ans
Conditions de travail, qualité de vie au travail, gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et exposition aux facteurs de risques professionnels, insertion professionnelle et maintien dans l'emploi des travailleurs victimes d'un handicap	Tous les 2 ans
Priorités, objectifs et moyens de la formation professionnelle des salariés portés	Tous les 3 ans
Création d'un ou plusieurs plans d'épargne interentreprises ou plans d'épargne, pour la retraite, collectifs, interentreprises	Tous les 5 ans

Article 3 | *Distribution des informations nécessaires à la négociation*

En amont de l'ouverture de chaque négociation, l'OPPS sera chargé d'établir un rapport relatif au thème à négocier.

Article 4 | *Durée. Date d'entrée en application. Révision. Dénonciation*

4.1. Le présent accord entre en application le 1^{er} jour du mois suivant la parution au *Journal officiel* de l'avis ministériel d'extension.

4.2. Le secrétariat de la commission permanente paritaire de négociation et d'interprétation est mandaté pour demander l'extension du présent avenant au ministère en charge du travail.

4.3. Le présent accord est déposé au greffe du conseil des prud'hommes de Paris en même temps qu'il est déposé au ministère pour demander son extension.

4.4. Le présent accord peut être révisé dans les conditions définies par la convention collective.

4.5. Le présent accord est conclu pour une durée de 5 ans.

Fait à Paris, le 18 février 2020.

(Suivent les signatures.)